
I. Transformer la mondialisation économique



Les forces de la mondialisation économique qui règnent aujourd'hui sur notre monde constituent un défi pour la théologie. Même si quelques résultats sont positifs, les injustices augmentent, les communautés se fragmentent et l'exploitation de la terre se poursuit. Comment, en tant que communion d'Églises luthériennes, pouvons-nous obtenir que ces forces assument davantage leurs responsabilités vis-à-vis de tous ceux et celles qui sont vulnérables, notamment en adoptant certaines décisions et en prenant certaines dispositions ? Quelles sont les diverses stratégies à envisager ? Quels engagements et quelles mesures adopterons-nous en coopération avec d'autres partenaires œcuméniques et de la société civile, pour donner suite au processus d'études lancé par la FLM ? Comment les particuliers, les paroisses et les Églises membres y participent-ils ?

L'appel de la Bible à transformer ce qui nuit à notre prochain

« Tu aimeras le Seigneur ton Dieu de tout ton cœur, de toute ton âme et de toute ta pensée. C'est là le grand, le premier commandement, Un second est aussi important : Tu aimeras ton prochain comme toi-même ». (Matt 22, 37-40).

Il existe, selon Luther, deux principes de la foi chrétienne. Le premier est que le Christ s'est donné lui-même « afin que nous soyons sauvés ». Le second consiste à « aimer. de même qu'il se donne pour nous... nous devons nous donner de toutes nos forces pour notre prochain ». ¹ Luther insiste sur le caractère inséparable de ces deux principes : ils sont « inscrits ensemble sur une tablette qui est constamment sous nos yeux et que nous utilisons quotidiennement ». ² En tant que créatures bien-aimées de Dieu et en tant que corps du Christ, nous sommes appelé(e)s à incarner l'amour du Christ en aimant Dieu, en nous aimant nous-mêmes et en aimant notre prochain, qu'il soit proche ou lointain. Les luthériens s'y sont souvent référés en évoquant la foi qui devient active dans l'amour. Cet amour s'accomplit dans le monde par la recherche de la justice au moyen de structures, de politiques et de pratiques sociales. La foi nous incite à vouloir changer ce qui nuit à notre prochain. Il est cependant difficile de voir comment vivre cette « foi active dans l'amour » au milieu des réalités moralement si compliquées de la vie économique, qui sont déterminées un peu partout aujourd'hui par des forces globalisantes complexes et puissantes.

Témoignages sur la vie dans une économie globalisante

Dans de nombreuses parties du monde, l'eau propre est une question de vie ou de

mort. Les enfants en bas âge se trouvent dans une situation particulièrement vulnérable quand l'alimentation en eau atteint des prix astronomiques. En 1999, suite aux pressions exercées par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, la Bolivie a adopté une loi visant à privatiser la distribution de l'eau dans la ville de Cochabamba. Une filiale d'une société dont le siège est aux États-Unis a acheté le réseau de distribution dans le but d'obtenir un rendement de seize pour cents par an. Peu de temps après, le prix de l'eau a augmenté, jusqu'à trois cents pour cent pour certains des plus pauvres. Beaucoup ont donc dû renoncer à ce bien essentiel pour la vie qu'est l'eau propre.

Qui souffre de la décision de privatiser l'eau ? Pourquoi cette décision a-t-elle été prise et sous quelles influences ? Qui est responsable de la protection des biens essentiels pour tous ? Quelle devrait être notre réaction en tant que communion d'Églises ? Existe-t-il des expériences parallèles de « privatisation » dans votre pays ?

Une femme aux États-Unis travaille depuis de nombreuses années dans une usine appartenant à une société internationale. Son revenu lui a permis de subvenir aux besoins de sa famille. Des produits peu coûteux, réalisés dans des parties du monde moins prospères, lui ont permis d'avoir un budget équilibré. Soudain, l'usine ferme pour se relocaliser près de la frontière au nord du Mexique, là où la main d'œuvre est bien meilleur marché et où les réglementations sur l'environnement sont plus souples. La perte de son travail constitue pour la femme et sa famille un coup terrible. Un des enfants tombe malade ; son état nécessite un traitement onéreux qu'elle ne peut payer car elle ne bénéficie plus de l'assurance maladie. En plus, elle va bientôt perdre sa maison.

Dans un cas comme celui-ci, que signifie la mondialisation économique pour des ouvriers travaillant au Mexique ? Que pourraient-ils dire à la femme qui vit aux États-Unis ? En quoi les conditions de travail dans les deux pays sont-elles différentes ? Qui en est responsable ? Quel est le rôle des normes internationales dans la protection des travailleurs ? Comment devrions-nous réagir, en tant qu'Églises, face à des situations comme celles-ci ?

Les rapports entre les hommes et les femmes sont une sorte de lunette géante permettant de mieux voir les effets de la mondialisation économique. Dans les processus de production globalisée, les emplois non qualifiés dans la production de masse sont attribués habituellement aux femmes et aux enfants qui travaillent de longues heures dans des ateliers où les normes et la législation du travail ne sont guère respectées. Bien que leur salaire semble relever de l'exploitation par rapport aux normes des sociétés internationales, il permet au moins de nourrir une famille dans des communautés où il est rare sinon de trouver une activité génératrice de revenus. Incapables de trouver du travail dans leurs communautés locales, les hommes émigrent souvent vers les villes à la recherche d'un emploi, en laissant derrière eux les femmes qui finissent par devoir supporter à elles seules la charge de toute une famille. Lorsque les institutions financières internationales exigent des pays qu'ils réduisent leurs dépenses dans les secteurs de la santé, de l'éducation et des programmes alimentaires, les femmes qui sont généralement chargées de ces domaines voient leur fardeau encore s'alourdir. Dans certains cas, les jeunes femmes émigrent vers d'autres pays où on leur a promis du travail, mais, abusées, soit elles sont contraintes de se prostituer, soit elles s'y décident par désespoir. Les forces de

la mondialisation contribuent ainsi de manière significative à l'augmentation des tensions et des inégalités entre les hommes et les femmes.

En quoi les effets de la mondialisation varient-ils dans votre contexte, selon qu'il s'agit des hommes ou des femmes ?

Partout sur la planète, les investisseurs sont satisfaits des rendements que leur apportent leurs placements dans les grandes entreprises céréalières, des multinationales qui contrôlent de plus en plus les marchés mondiaux. Un grand nombre de familles ont pu mener une existence plus agréable du fait de ces investissements. Dans le même temps, un petit paysan qui cultive le modeste terrain qui lui assure sa subsistance en Inde est incapable de travailler la terre qui est celle de ses ancêtres depuis des générations car il ne peut plus replanter les graines qu'il a récoltées. En vertu d'une décision de l'Organisation mondiale du commerce, la souche de cette céréale ayant fait l'objet d'un brevet par une grande société multinationale, il n'est plus possible de l'utiliser sans payer des royalties d'un montant considérable. Dans une autre partie du monde, c'est un pasteur qui s'écrie ; « La liberté qu'ont les grandes entreprises céréalières de maximiser leurs profits a détruit les petites entreprises familiales de cette région. C'est la mort lente pour les paysans ».

Quelles sont les questions soulevées par cet exemple en matière d'agriculture et de biotechnologie ? Comment une communion mondiale d'Églises peut-elle les aborder ? Quelles sont les conséquences de la mondialisation économique sur l'agriculture dans votre pays ?

L'octroi de brevets sur les connaissances des autochtones concernant sur les variétés de plantes, en même temps que les politiques de « denrées alimentaires bon mar-



ché » pratiquées dans des pays comme les États-Unis favorisent une production agricole à grande échelle. Les excédents inondent alors les marchés des pays pauvres, ruinant l'agriculture locale et empêchant les paysans d'amortir leurs coûts de production. Les producteurs locaux sont alors encouragés à cultiver des produits destinés à l'exportation, ce qui, en retour, exacerbe l'insécurité alimentaire dans les pays où la famine existe déjà à l'état latent.

Qu'est-ce que la mondialisation économique ?

Dans un sens positif, la mondialisation évoque l'interdépendance croissante des êtres humains et des organisations tout autour de la terre. Cette interdépendance est affirmée et encouragée depuis longtemps par l'Église. En revanche, la mondialisation économique est une forme d'activité économique qui donne la priorité à la libre circulation des capitaux d'investissement, à la maximisation et à la croissance des bénéfices, en abandonnant ainsi toutes les décisions aux forces du marché. Ceci tend à compromettre les investissements dans l'éducation et la santé, à accroître les inégalités et à réduire la part de revenus de la population active.

Cette forme de mondialisation économique pose un problème moral d'une grande intensité à bon nombre de personnes : aux organisations œcuméniques et humanitaires, à des groupes au sein de la société civile, et à beaucoup de membres de la communion luthérienne. Puisque la mondialisation économique est supposée « inéluctable », elle devient une grande question théologique : les dictats de la mondialisation économique sont promulgués comme s'ils étaient « parole d'Évangile », applicables à tous les habitants de la terre. Les projets d'ajustement structurels (à présent « programmes de réduction de la pauvreté ») sont imposés aux pays en

développement pour qu'ils gèrent leurs dettes, souvent au prix fort sur le plan social. Les règles qui sont incluses dans les accords commerciaux ne prennent pas en compte les conséquences qu'elles auront socialement pour les peuples, les communautés et l'environnement.

Les principales caractéristiques de la mondialisation économique aujourd'hui sont :³

- **La mobilité par-delà les frontières** : il y a eu progressivement un mouvement de biens, de services et de capitaux (commerce et investissements) qui ont franchi les frontières internationales.
- **La déréglementation** : les réglementations sont abandonnées ou réduites afin de permettre à ce mouvement de se déployer plus librement. Les échanges multilatéraux, les accords et les organismes d'investissement restreignent le pouvoir juridique des gouvernements de réglementer les opérations des entreprises internationales et des institutions financières qui affectent leurs terres, leurs ressources et leurs populations.
- **Le pouvoir des sociétés commerciales** : Une partie croissante des grandes entreprises de ce monde n'a aucun compte à rendre à l'opinion publique en général : 51 des 100 plus importantes d'entre elles sont des sociétés commerciales (sur la base du chiffre d'affaires comparé au PIB d'un pays).⁴
- **La privatisation** : de nombreux biens et services publics sont en cours de privatisation, comme l'eau, l'électricité, les soins de santé et l'éducation.
- **La transformation de la vie en marchandise** : une valeur monétaire est

attribuée à de plus en plus de secteurs de l'existence, y compris aux formes de l'existence (par ex. au matériau génétique humain ou aux souches de semences traditionnelles) de même qu'aux expériences de vie (par ex. la croissance spirituelle, le bonheur, les pratiques culturelles) qui peuvent dès lors être commercialisées dans le monde entier.⁵

- **L'homogénéisation** : les modes de vie des occidentaux, orientés vers la consommation, sont exportés dans le monde entier au point que les produits locaux et les pratiques culturelles finissent par disparaître.
- **Les placements spéculatifs** : les instruments monétaires d'achat et de vente servant à réaliser de gros bénéfices à très court terme priment sur le commerce des biens et des services réels ainsi que sur les investissements à long terme dans des activités économiques orientées vers la production. Ainsi, le secteur des finances et celui des entreprises recherchent des investissements « libres », dégagés des réglementations et des contraintes d'ordre politique susceptibles de diminuer leurs profits. De la même manière, ainsi que cela a été signalé plus haut, le commerce est en train d'être « libéré » par la déréglementation. Ces manœuvres, en même temps que la révolution dans la technologie de la communication et de l'information, permettent l'achat et la vente instantanés, par des investisseurs, de sommes d'argent considérables qui franchissent les frontières sans qu'il soit tenu compte de l'impact social et environnemental de ces placements.

La mondialisation économique est vécue comme une réalité paradoxale. Sa dynamique aux multiples facettes a des incidences

très variées sur les peuples et les pays. Pour certains, elle est synonyme de croissance en même temps que de bénéfices considérables. Cette croissance en a sorti beaucoup de la pauvreté, en apportant abondance de biens et de services, et même, pour certains, un changement spectaculaire de leur niveau de vie. D'un autre côté, un grand nombre de voix s'élèvent pour dénoncer les menaces que la mondialisation fait peser sur le tissu de la vie sur terre. Parmi ces voix, on compte des scientifiques de renom, des économistes, des théologiens, des organisations œcuméniques et des centaines d'autres groupes de travailleurs, d'écologistes, de femmes et d'associations militant en faveur des droits de la personne à travers le monde. Leur message, globalement, est que, dans son ensemble, le modèle de mondialisation économique qui prévaut actuellement élargit le fossé entre les riches et le reste de l'humanité et constitue une agression pour les écosystèmes. La démocratie, les droits de la personne, l'intégrité et la diversité culturelles et la vie même des pauvres et des classes défavorisées tendent à être sacrifiés. La mondialisation économique façonnée par les multinationales et les institutions financières de manière à maximiser les bénéfices ou les gains, a des conséquences préjudiciables pour la terre et pour la majorité de ses habitants.

La mondialisation économique est sous-tendue par la théorie suivante :

La déréglementation du commerce extérieur et des investissements contribue à une croissance dont tout le monde bénéficie à long terme. Les réglementations sur le commerce et les investissements portent atteinte à la croissance et, par conséquent, au bien-être économique. Plus précisément, la dérégle-

mentation favorise la croissance du commerce extérieur et des investissements. La progression du commerce extérieur et des investissements engendre la croissance économique directement et aussi indirectement, en augmentant la concurrence, ce qui accroît l'efficacité. Une efficacité accrue abaisse les prix à la consommation et engendre la croissance. Grâce à la croissance économique, la prospérité, les emplois et le niveau de vie de la plupart des gens augmentent. Les problèmes économiques des « pays en développement » sont dus aux restrictions auxquelles sont soumises les forces du marché. Il vaut mieux résoudre les problèmes économiques et autres problèmes sociaux (à l'exception des catastrophes naturelles et des guerres) par l'intermédiaire du marché plutôt que par des processus politiques.⁶

Cette théorie suppose l'égalité entre tous les participants, l'équilibre sur le plan du pouvoir et des possibilités, mais, dans la plupart des cas, la réalité est bien différente.

Dans la perspective de la foi chrétienne

Notre silence ou notre hésitation à remettre en cause ces conceptions et à nous attaquer à ces faits bien réels de la mondialisation économique risquent de mettre en péril la foi même que nous confessons. Cette forme de mondialisation tend à affaiblir les liens même qui, sur le plan théologique, sont les éléments constitutifs de ce que nous sommes par rapport aux autres.

Notre foi nous rappelle que :

- Créé(e)s à l'image de Dieu (Gen. 1, 27), nous existons en relation avec les autres. La dignité et la valeur de chaque personne s'expriment dans la communauté. Les gens sont en relation les uns avec les autres, non pas d'abord pour rivaliser sur le plan économique, mais pour aimer,

Quels ont été certains des symptômes ou certaines des manifestations de la mondialisation économique dans votre communauté ou dans votre pays ?

partager et prendre plaisir à ce que chacun apporte à l'ensemble de la communauté. Les intérêts privés et les intérêts publics sont très étroitement liés les uns aux autres.

- Dieu nous a donné l'économie (*oikonomia*) pour qu'elle soit mise au service du bien-être de tous les membres de sa maison (*oikos*). Elle ne saurait être sacrifiée au nom du profit et de la croissance économique.
- Plutôt que de réduire les besoins et les désirs des êtres humains à des envies, alimentées par le consumérisme, il conviendrait de donner la priorité à ce qui est bon pour la société tout entière, en particulier pour les plus pauvres.
- Au lieu de nous laisser contrôler par les activités aléatoires de transactions économiques anonymes, nous sommes habilité(e)s, de par notre vocation baptismale, à agir dans les domaines qui sont importants dans notre vie et dans notre monde, à la lumière d'une vision de la justice divine qui soit accessible à tous.

Martin Luther et la vie économique

Si les positions de Luther, qui datent du seizième siècle, ne se laissent pas transposer telles quelles dans la situation présente, l'intérêt fondamental qu'il a manifesté pour les conséquences des pratiques économiques sur les communautés est toujours d'actualité. Pour lui, les pratiques qui portent atteinte au bien-être de notre prochain (notamment des plus vulnérables) devraient être rejetées et remplacées par d'autres. Sur ces bases, Luther s'en prend avec véhémence aux aspects de l'économie capitaliste émergente du seizième siècle qu'il consi-

Quelles autres perspectives de la foi chrétienne devraient nous aider à formuler notre réaction aux réalités économiques de notre temps ?

dère néfastes pour les personnes vulnérables sur le plan économique. C'est ainsi que dans son Traité « Du commerce et de l'usure »⁷ il présente des normes de la vie économique telles que celles-ci :

- Étant donné que vendre est un acte que l'on accomplit envers son prochain, son but ne doit pas être de réaliser un gain, mais plutôt de « ne pas lui faire du tort », pour mieux lui venir en aide.
- L'activité économique doit être limitée par les autorités politiques. « Le fait de vendre ne doit pas être pour toi une œuvre qui relève uniquement de ton pouvoir et de ta volonté, sans aucune loi ni limite ». Les autorités temporelles doivent établir « des règles et des règlements » y compris des « plafonds » pour les prix... « En achetant et en vendant, adhérez à des règles fermes dont l'une d'elles est de ne pas céder sa marchandise à un prix aussi élevé que le marché peut le supporter ».⁸

En outre, Luther rappelle aux pasteurs leur obligation de démasquer les injustices cachées par les pratiques économiques qui exploitent les vulnérables. Il va jusqu'à exhorter le clergé à prêcher contre celles qui sont injustes envers les pauvres et à refuser le sacrement à un usurier jusqu'à ce qu'il se repente, car il est « damné comme un voleur, un brigand et un assassin ».⁹

Sur cette base, Luther a condamné des pratiques comme celle qui consiste à demander un prix plus élevé pour des marchandises vendues à crédit, à augmenter les prix lorsque la demande est faible, à acheter toute la marchandise entreposée et ensuite en augmenter le prix, et à acheter à

bas prix à ceux qui ont tant besoin d'argent qu'ils vendent à vil prix. Il a dénoncé les véritables monopoles que sont les sociétés commerciales en affirmant à leur sujet :

tout y est sans fondement avec uniquement de la cupidité et de l'injustice...Elles tiennent toute la marchandise dans leurs mains... en faisant monter et descendre les prix selon leur bon plaisir et en opprimant et ruinant tous les petits commerçants... pour que cela se fasse, il faut que le monde entier soit épuisé complètement et que tout l'argent coule et flotte dans leur gouffre.¹⁰

Il n'est pas question ici de prôner l'application directe et aveugle de l'analyse ou des normes économiques de Luther à la situation actuelle. Étant donné ses dénominations enflammées des Juifs, des payans et des anabaptistes, son analyse sociale ou ses conseils éthiques ne sauraient être érigés en normes aujourd'hui sans autre forme de procès. Il ne s'agit pas non plus de laisser entendre que Luther a été un des premiers anticapitalistes. Sa condamnation du capitalisme naissant et ses propositions de normes et de pratiques économiques différentes ne se fondaient pas sur une notion moderne du changement de la société, mais sur une défense modérée de la société féodale et sur l'interdiction de pratiquer l'usure. Ce qui perdure, c'est sa conviction théologique que la vie économique – en fait, toute la vie – doit être compatible avec la proclamation et l'écoute de l'Évangile et avec l'amour du prochain.

Par ailleurs, les normes économiques défendues par Luther ont eu des effets

« subversifs » à son époque car elles donnaient la priorité au bien-être de tous, contrastant avec les pratiques économiques qui favorisaient les bénéfices réalisés seulement par quelques-uns. Ces normes reposaient sur le fondement théologique de la communion sacramentelle d'où elles tiraient leur pouvoir spirituel et moral :

Là où l'amour ne croît pas chaque jour et ne transforme pas l'homme en le faisant communier avec chacun, le fruit et la signification de ce sacrement sont absents... En effet, le pain est fait de l'amalgame de nombreux petits grains de blé, et les corps de ces grains donnent une seule michette de pain... par la communauté des biens du Christ et de notre malheur, nous sommes alors tous de la même pâte, un seul pain, un seul corps, une seule boisson, et nous avons tout en commun... Nous sommes ainsi transformés les uns dans les autres et communions par l'amour sans lequel aucune transformation n'est possible.¹¹

De par sa nature même, l'activité économique doit être menée en relation avec le prochain et guidée, par conséquent, par le principe suivant : les chrétiens, ayant reçu l'amour de Dieu par la grâce seule, répondent en incarnant l'amour de Dieu pour les autres, recherchant ainsi la justice ou le bien-être de la communauté tout entière, la priorité étant donnée à ceux et celles qui sont le plus dans le besoin. Nous sommes appelé(e)s à mettre en cause et à transformer des pratiques économiques largement acceptées et qui compromettent ce bien-être ou l'intérêt commun.

En 2001, un document de travail de la FLM intitulé : « S'engager dans la mondialisation économique en tant que communion d'Églises », a été largement distribué aux Églises membres : il constitue une première étape des travaux de la FLM sur ce thème, en collaboration avec d'autres partenaires œcuméniques et de la société civile. Les principaux points émanant de ce document font l'objet de la réflexion développée ci-après, dans le but de polariser le débat et de stimuler la prise d'engagements pour les prochaines étapes de ce travail.

Les relations au sein de la communion comme base pour la transformation de la mondialisation économique

La mondialisation économique développe sa propre dynamique de telle manière que les décisions et les actions humaines qui sont à son origine sont occultées alors que ce sont elles qui pourraient changer les structures et les politiques injustes. Comment retrouver cette capacité d'agir sur le plan moral ?

Il est essentiel d'entamer notre réflexion en partant de ce que nous recevons à travers la communion : nous sommes imbriqués les uns dans les autres organiquement. Ce qui nous permet de rester ensemble – quelles que soient les différences importantes qui peuvent exister entre nous sur le plan économique –, c'est le pouvoir transformateur, relationnel de l'Esprit de Dieu qui forme, à partir de nous, une communion. La vie et la puissance de Dieu se concentrent sur ce que nous recevons sacramentellement, et qui, à son tour, doit servir ou bénéficier aux autres.

Voilà pourquoi ceux et celles d'entre nous qui sont relativement fortuné(e)s ne peuvent faire autrement que s'attaquer aux pratiques économiques (et autres) dont les incidences sont préjudiciables pour ceux et celles avec qui nous sommes étroitement liés par cette communion et, à travers eux, pour le reste du monde. Nous ne pouvons ignorer les clameurs qui s'élèvent. Ceux et celles d'entre nous qui sont les victimes des politiques et des pratiques de la mondialisation économique doivent faire entendre leur voix et s'attendre à des manifestations de solidarité de la part des autres membres de la communion. Réuni(e)s en Christ, nous sommes incité(e)s à agir ensemble, conformément à ce que nous sommes :

- Dieu communique à la création un pouvoir qui vient de la Parole créa-

trice,¹² et propose un but très différent de celui qui n'a son origine qu'en l'homme, et qui est d'accumuler argent et pouvoir comme une fin en soi.

- L'autosuffisance (chacun pour soi) se transforme en communion.
- La concurrence impitoyable se transforme en coopération.
- La production qui se sert des autres se transforme en partage de la vie.

Une forme différente d'action morale se fait jour. Plutôt que d'être simplement un pouvoir dominant – anonyme –, la mondialisation économique commence à avoir des visages et des voix avec lesquels nous entrons en contact, qui nous appellent à agir de manière responsable, et qui, de cette façon, nous demandent des comptes pour les décisions que nous prenons et les actions qui sont les nôtres dans notre vie économique au quotidien. Ainsi, nous sommes incités à agir en vertu d'un sentiment d'appartenance (ou de solidarité), de responsabilité et d'obligation de rendre des comptes à autrui. Nos décisions et nos actions économiques ne peuvent plus être considérées comme ne regardant que nous-mêmes, comme étant « notre affaire ».

Cette « mondialisation de la solidarité » est un antidote essentiel à une mondialisation imposée par les forces impersonnelles du marché qui nous opposent les uns aux autres. L'Église, en tant que communion mondiale aux multiples liens tout autour de la planète, est appelée clairement à la promouvoir et elle dispose des moyens nécessaires pour la vivre pleinement.

Négocier nos différences

C'est par la croix que nous commençons à entendre les clameurs et à voir les souffrances infligées par les forces de la mondialisation économique, et que nous dis-

cernons comment les peuples, les communautés et le reste de la création en ont été affectés. C'est par la communion que les rapports qui existent entre nous et les autres commencent à se transformer. Toutefois, nous continuons à incarner de réelles différences. La diversité de nos intérêts économiques et de nos possibilités d'accès au pouvoir économique ne disparaît pas pour autant.

Aussi, en tant que communion, sommes-nous mis au défi de trouver les moyens de nous entretenir des différentes manières dont nous sommes affecté(e)s par les politiques et les pratiques de la mondialisation économique et à œuvrer ensemble pour le bien de tous. Ceci peut s'avérer difficile en raison des différences importantes qui existent entre nous pour accéder au pouvoir économique, pour expliquer ce que nous vivons, ce que sont nos perspectives idéologiques et la perception que nous avons de nos intérêts personnels.

Donnez quelques exemples précis montrant comment les intérêts personnels de certains s'opposent à ceux des autres. Pourquoi est-il difficile de discuter de ces différences ?

- Les politiques jugées favorables à une communauté (en lui procurant des emplois, par exemple) sont souvent menées au prix de la suppression d'emplois dans une autre communauté, comme dans le cas d'une délocalisation.
- Les subventions accordées à l'agriculture en Europe du Nord peuvent s'avérer nécessaires pour préserver les communautés rurales, mais du point de vue de l'Afrique, elles sont souvent considérées comme des obstacles au traitement équitable de leurs produits alimentaires sur le marché mondial.
- Les exploitants agricoles de part et d'autre de la frontière entre les

États-Unis et le Canada pensent souvent qu'ils se font concurrence en raison des différences importantes qui existent entre les politiques agricoles de leurs deux gouvernements.

- Les investissements dans les marchés « émergents » peuvent paraître un moyen d'améliorer la situation économique d'un pays, mais comment ces investissements vont-ils réellement bénéficier à ceux qui en ont le plus besoin ? Quels devraient être les rapports entre les investissements et l'aide au développement ?
- L'annulation ou la réduction importante de la dette extérieure d'un pays peut s'avérer cruciale pour aider celui-ci à redresser sa situation économique, mais qui paiera et comment le gouvernement sera-t-il tenu responsable de l'utilisation des fonds devenus disponibles ? Comment peut-on transformer les cycles de l'endettement ?

En examinant ces exemples, nous nous déplaçons sur le difficile terrain de la politique concrète et des prises de décision où il convient de veiller à l'équilibre entre les intérêts de tous et où il n'y a de solutions ni simples ni « à l'état pur ». En tant que luthériens, nous nous apercevons que ce qui est bon ou inique, constructif ou destructif dans l'histoire des êtres humains s'entrelace de manière compliquée. Au milieu de ces ambiguïtés, nous devons mettre en œuvre des politiques de proximité qui, dans la mesure du possible, contribueront au bien-être de notre prochain, en particulier des plus vulnérables. Pour que ce type de négociations puisse avoir lieu, il faut pouvoir dire la vérité et procéder à des analyses honnêtes, sans être prisonniers d'idéologies qui nous empêchent de voir, de parler d'une situation susceptible de se produire et de la redresser.

Le fait d'être une communion ne nous donne pas nécessairement la solution, mais

il permet d'établir entre nous des relations qui ne reposent pas sur la convergence de nos intérêts économiques, mais sur les liens puissants qui nous unissent à l'Esprit de Dieu et qui sont de nature à encourager un débat ouvert sur nos différends et l'exploration d'un terrain d'entente. Au lieu de considérer les travailleurs d'autres pays comme des menaces pour « mon travail », il convient de mettre en rapport leurs vies et la mienne grâce à la *communio*, une réalité plus impérieuse que les forces qui voudraient nous opposer les uns aux autres. Ce changement d'orientation nous conduit à nous demander comment trouver et élaborer ensemble des lignes directrices et des pratiques qui ne serviront plus nos propres intérêts, mais nos intérêts communs. Il y a d'autres lieux en dehors de l'Église où cela peut se produire, mais étant donné notre identité et notre appartenance, les Églises constituent un milieu distinct où devraient précisément se dérouler ces délibérations ou négociations en faveur de politiques plus justes et dispensatrices de vie, car elles relèvent de leur témoignage pour le bien de tous, tant sur le plan social qu'écologique.

Le rôle des gouvernements

Dieu est à l'œuvre dans la création et dans l'histoire, notamment à travers les institutions économiques et politiques. Trop souvent, néanmoins, celles-ci ne remplissent pas leur objectif qui est de satisfaire les besoins des êtres humains. C'est pourquoi il importe que, partout où cela est possible, les chrétiens émettent des critiques et demandent à ces institutions de prendre davantage leurs responsabilités. Les gouvernements devraient offrir une protection contre les exclusions, l'injustice et l'exploitation des êtres humains et de la terre. Ainsi que Luther le déclarait également dans ses explications du commandement « Tu ne déroberas pas » :

Réprimer cet arbitraire qui s'affirme publiquement, c'est l'affaire des princes et des autorités qui, d'une part, devraient, eux-mêmes, avoir les yeux ouverts et prendre le courage d'établir et de maintenir un ordre juste dans les affaires et dans les tractations de toutes sortes, afin que les pauvres ne soient pas accablés et opprimés, et, d'autre part, ne devraient pas se charger des péchés des autres.¹³

Fortes de ce texte et d'autres interprétations théologiques, des traditions se sont créées, notamment en Europe, pour souligner la responsabilité des gouvernements dans la défense et la promotion du bien commun. Les économies de marché et les réglementations très strictes sur le plan social témoignent de l'influence exercée par cette tradition théologique, en net contraste avec de nombreuses régions dans le monde où le gouvernement est considéré comme l'ennemi du peuple et de ses intérêts, principalement à cause de la répression ou de la négligence dont il s'est montré coupable. En outre, avec la mondialisation économique, les gouvernements du monde entier sont de plus en plus sous la domination des forces économiques.

Le défi lancé à la communion luthérienne mondiale consiste à revoir ces interprétations à la lumière des perspectives et des réalités fort différentes qui existent actuellement dans le monde et, plus particulièrement, face aux tendances néo-libérales omniprésentes qui sont encouragées, sinon voulues, par la mondialisation économique. De plus en plus souvent, des réglementations et des responsabilités gouvernementales sont supprimées pour mieux « se débarrasser des gouvernements » et

Examinez une question importante, éventuellement litigieuse, en matière de politique économique, qui intéresse particulièrement les membres de votre groupe. Faites-le en tenant compte de ce que signifie être une communion. Quelles sont les recommandations pratiques qui se dégagent de votre discussion ?

« La mondialisation limite la capacité des gens, des gouvernements et des nations à faire respecter et à négocier certaines conditions lorsqu'une entreprise étrangère arrive dans leur pays pour exploiter leurs ressources naturelles, leur infrastructure et leur main d'œuvre ».

Une des réactions au document de la FLM sur la mondialisation

diffuser ainsi plus librement les politiques de la mondialisation économique.

C'est en se fondant sur la théologie luthérienne que cette évolution pourrait et devrait être examinée de manière critique. Le grand problème est de savoir comment la contrer, étant donné la faiblesse et souvent la corruption des gouvernements qui sévissent dans un grand nombre de pays, de même que le cynisme ambiant envers les gouvernements et l'absence de volonté de rendre des comptes de manière démocratique dans de nombreux pays. Pourtant, si la mondialisation économique doit être transformée de manière à renforcer et à soutenir réellement la vie des communautés et de la terre, il est indispensable que soient mises en place des politiques gouvernementales et intergouvernementales efficaces et responsables.

Les chrétien(ne)s sont appelé(e)s à défendre activement des causes d'intérêt général en vue d'influencer et de changer les politiques gouvernementales, qu'ils le fassent à titre individuel, par le biais des initiatives prises par les Églises ou par une campagne internationale. C'est ainsi que la FLM a :

- participé aux campagnes visant à annuler la dette extérieure de pays fortement endettés,

- encouragé une plus grande transparence et une participation démocratique au sein des institutions financières internationales,
- soutenu l'utilisation d'instruments ou de traités concernant les droits de la personne en vue de contrer les effets négatifs de la mondialisation économique et surveillé les gouvernements qui avaient des obligations à remplir,
- plaidé en faveur de politiques et de pratiques commerciales plus équitables au sein des pays et entre eux,
- participé à l'Alliance œcuménique « agir ensemble » et à sa stratégie axée sur les politiques commerciales dans le monde.

Vivre pleinement notre vocation baptismale à travers la vie économique

En tant que chrétiens, nous sommes appelé(e)s à vivre pleinement notre vocation baptismale à tous les niveaux de responsabilité que nous assumons dans la vie quotidienne : que ce soit comme membres d'une famille, comme travailleurs, paysans, consommateurs, managers, investisseurs et autres fonctions qui nous font participer à la vie économique. Dès lors qu'elle est reliée à ce que signifie faire partie d'une communion d'Églises, cette doctrine luthérienne de la vocation a des conséquences importantes pour la transformation de la mondialisation.

Comment nos différentes situations, et les interprétations que nous en avons, influent-elles sur notre manière de concevoir le rôle des gouvernements ? Est-il possible que nous, luthériens du monde entier, puissions nous entendre sur des conceptions communes ou complémentaires du rôle des gouvernements ? Comment, en tant qu'Églises, pouvons-nous préparer plus efficacement nos membres à participer en tant que citoyens à la vie politique et la défense des causes d'intérêt général, en intervenant, notamment, au nom des autres membres de la communion ?

sation économique. Il suffit de penser aux multiples manières dont les soixante millions de membres de la communion luthérienne sont engagés dans la vie économique et, à cause de la mondialisation économique, ont accès aux décisions qui touchent des gens dans des parties du monde très différentes ! Comment vivre pleinement et de manière responsable les conséquences de tous ces liens ?

En tant que membres de cette communion, par laquelle nous sommes « transformés les uns dans les autres », nous sommes engagés dans une vocation ou une mission : prendre des décisions d'ordre économique et adopter des mesures en étant soucieux de leurs conséquences sur « les prochains » avec lesquels nous sommes étroitement liés.

- Comment ces liens peuvent-ils être établis par l'intermédiaire des multiples relations que les Églises entretiennent déjà les unes avec les autres dans le monde entier ? Comment œuvrer, grâce à ces relations, en faveur de transformations qui apporteront des changements économiques positifs dans la vie d'autrui ?
- Comment la sensibilisation à cette situation peut-elle être intégrée dans l'éducation chrétienne dispensée en permanence par l'Église ? Comment votre Église prépare-t-elle les gens à prendre des décisions économiques responsables pour le bien des autres ?
- Qu'a dit votre Église ou qu'a-t-elle fait au sujet de la mondialisation économique ? Avez-vous été impliqué(e) dans une discussion concernant les problèmes de la dette, l'injustice des règles et des pratiques commerciales ou les politiques des institutions financières ?

Comment vous ou votre Église avez-vous été engagé dans la défense d'une cause ? Sur quoi la FLM devrait-elle concentrer ses efforts ? Quelles politiques la FLM devrait-elle préconiser en matière de mondialisation économique ?

- Comment les membres de l'Église peuvent-ils être plus fortement encouragés et mieux préparés à faire pression sur les politiques et les pratiques de la mondialisation économique, notamment en faveur de ceux et celles qui en subissent les effets ?
- Comment ceci peut-il inspirer, en matière d'investissements, les pratiques des individus, des Églises et des organisations qui s'y rattachent ? Dans quel type de pratiques êtes-vous personnellement engagé : collectives, socialement responsables ou éthiques ? Que devrait faire la FLM ?
- Comment, par exemple, les victimes des pratiques de grandes sociétés peuvent-elles s'adresser aux membres y ayant un accès direct pour qu'ils attirent l'attention sur les conséquences négatives de leurs pratiques sur les populations dans les autres pays ? Que feriez-vous si une Église d'une autre partie du monde vous priait d'agir en son nom ?
- Comment les membres jouissant de situations économiques privilégiées sont-ils reliés à ceux qui vivent dans le dénuement ? Comment un sens plus profond de la vocation et de la communion pourrait-il forger les décisions et les actions éthiques de chacun ?

En d'autres termes, quelles sont, parmi les innombrables manières dont les membres de la communion luthérienne, de par leur

situation dans la vie quotidienne, participent à la mondialisation économique, celles qui leur permettront de la transformer afin qu'elle devienne :

- plus juste ?

- plus responsable envers les êtres humains, leurs communautés et le reste de la création ?

- plus généreuse pour le bien-être de tous ?

Quelles seraient les conséquences sur nos habitudes de consommateur au quotidien et sur nos politiques économiques locales, nationales et internationales si nous nous mettions à insister pour que le but premier de la vie économique soit le bien-être de communautés justes et viables dans le monde entier plutôt que la maximalisation des richesses ou l'augmentation de la consommation de ceux qui ont déjà plus que ce dont ils ont besoin ? En quel sens nos existences changeraient-elles si la vie économique devait se transformer pour être au service du bien-être des êtres humains et du reste de la création, au lieu que ceux-ci soient sacrifiés à des fins économiques ? Comment cette transformation pourrait-elle s'accomplir « pour guérir le monde » ? À quoi voulons-nous nous engager en tant que communion luthérienne et en tant qu'Églises membres ?

Notes

¹ Martin Luther, « Le Sacrement du Corps et du Sang du Christ – contre les Fanatiques », dans Abdel Ross Wentz et Helmut T. Lehmann (eds), *Luther's Works*, vol. 36 (Philadelphia : Muhlenberg Press, 1959), p. 352.

² *idem*.

³ Il s'agit de tendances ayant valeur de définition telles que résumées dans *Heading A Broken World : God and Globalization*, de Cynthia Moe-Lobeda (Minneapolis : Fortress Press, 2002), chapitre 1.

⁴ Sarah Anderson et John Cavanagh, *The Top 200* (Washington, DC : Institute for Policy Studies, 1996).

⁵ « Quand quelque chose a un prix, qu'il est acheté et vendu, il devient une marchandise... L'une des tendances de la société capitaliste est de réduire, avec le temps, à l'état de marchandises des aspects de la vie sans cesse plus nombreux ». Pamela Sparr, *United Methodist Study Guide on Global Economies : Seeking a Christian Ethics* (New York : General Board of Global Ministries, United Methodist Church, 1993) p. 15.

⁶ Moe-Lobeda, *op.cit.* (note 143), chapitre 1.

⁷ Ce traité est composé du « Sermon sur l'usure » (1520) publié en 1524 en même temps qu'un traité sur le commerce rédigé

cette année-là. Voir Martin Luther, *Œuvres 1*, Bibliothèque de la Pléiade, pp. 335-400.

⁸ *Ibid.*, Luther affirme aussi que la « règle commune » des commerçants qui est aussi leur « sentence principale » (« J'ai le droit de céder ma marchandise aussi cher que je le peux ») est fautive et va à l'encontre du commandement de Dieu. C'est « ouvrir toutes grandes les portes et fenêtres de l'enfer » car elle va à l'encontre non seulement de l'amour chrétien, mais encore de la loi naturelle. Elle place mon propre bénéfice au-dessus du besoin et du bien-être de mon prochain.

⁹ Luther, « Aux pasteurs pour prêcher contre l'usure » WA 51, p. 367.

¹⁰ Luther, « Du commerce et de l'usure », *op.cit.*(note 147).

¹¹ « Le très-vénérable sacrement du Saint et Véritable corps du Christ », dans Martin Luther, *Œuvres 1*, Bibliothèque de la Pléiade, pp. 317-318.

¹² Kyle A. Pasewark, *A Theology of Power* (Minneapolis : Fortress Press, 1993), p. 201.

¹³ Martin Luther, « Le Grand Catéchisme », dans *La foi des Églises luthériennes, Confessions et catéchismes. Textes édités par André Birmelé et Marc Lienhard*, Cerf/Labor et Fides, Genève, 1991, Art. 687, p. 362.

